

Conférence prononcée par le général Jean-Pierre Meyer, président du cercle K2 et ancien Secrétaire Permanent du Comité Interministériel du Renseignement, le 31 janvier 2025 devant l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie à Chambéry.

RENSEIGNEMENT ET DECIDEUR

Pas toujours facile !

Le renseignement, le plus vieux métier du monde !

Lorsque je suis appelé à animer une conférence sur le renseignement, je me plais à reprendre cette comparaison répandue dans le milieu entre les espions et les prostituées. Ils partagent le même goût du secret dans leurs activités, le besoin d'opérer souvent clandestinement et se disputent tous deux le titre de plus vieux métier du monde. La quête de renseignement est en effet aussi vieille que les sociétés humaines car, dès lors qu'il y a eu organisation sociale, il y a eu nécessité de la protéger, donc de connaître et d'appréhender les menaces et les dangers extérieurs et intérieurs, voire les opportunités.

A/ Le renseignement une aide à la décision

A.1 Le renseignement élément incontournable de la puissance

Les plus grandes civilisations n'ont pu s'affermir qu'en déployant un système de renseignement puissant et invisible qui leur permettait de s'assurer de la loyauté de leurs sujets et de connaître les intentions de leurs ennemis, mais également de leurs alliés. Le renseignement est un élément de la **puissance** d'un Etat, voire d'une Institution privée.

L'un des plus vieux manuels de stratégie militaire connus, attribué à Sun Tzu, érige le renseignement au rang de fonction stratégique majeure qu'un chef de guerre se doit de parfaitement maîtriser. La bataille se joue avant même le combat : il s'agit de connaître les forces de l'adversaire, ses positions, ses mouvements, le moral de ses troupes afin de préparer l'action militaire avec l'avantage de la surprise et de le vaincre avec le moins de pertes possible.

Il s'agissait de « gagner la guerre avant la guerre » comme aime le dire l'actuel chef d'Etat Major des Armées.

A.2 Le renseignement atout majeur pour une compréhension stratégique et opérationnelle des situations placées dans leur environnement dynamique

Le renseignement qui n'est pas une science exacte, a trois missions majeures qui se placent souvent successivement :

- **l'alerte** par la connaissance de la menace ou du danger donc des risques, voire de l'opportunité, sur les intérêts vitaux. Il s'agit de « diminuer l'incertitude » ;
- **l'accompagnement en confiance**, du décideur à la compréhension de sa situation pour sa prise de décision à laquelle s'ajoute la participation à la validation en dynamique de la décision au regard d'une réaction adverse ;
- **l'accompagnement** dans le suivi de la situation dans le temps et l'espace dont le virtuel.

A partir de la connaissance du ou des risques induits par des menaces ou dangers, et de leur occurrence, pouvant impacter la situation de l'Institution placée sous la responsabilité du chef/leader, le dialogue constructif Renseignement/Décideur s'accomplit pour **apprécier la situation** de l'Institution au regard des risques encourus. Cette appréciation est caractérisée et mesurée : Elle présente un « risque économique fort », par exemple. A partir de cette appréciation le chef/leader prendra la décisionde ne rien faire , de renforcer son dispositif menacé, de prendre des mesures de prévention, voire modifier sa stratégie.

Le renseignement est responsable de sa production ; il n'en est pas propriétaire : c'est le décideur qui se l'approprié pour l'exploiter selon sa perception responsable de la situation.

Le renseignement travaille dans la durée pour produire un effet souvent dans un court délai ou l'urgence.

Le renseignement a donc besoin d'**orientations** de la part du décideur pour agir selon le « cycle du renseignement », à savoir :

- au niveau de l'Etat pour défendre les Intérêts fondamentaux de la Nation ou IFN, contre les menaces et dangers globaux. Le renseignement est produit par les Services de renseignement régaliens français et par les échanges avec les pays « amis » ou « alliés » ;
- au niveau des *Composants* ou Systèmes de puissance (souvent en réseaux) pour défendre leur fonctionnement et leur développement en France

ou à l'étranger et dans leurs alliances. Le renseignement est produit par les Services régaliens, éventuellement par des officines privées en tant que parties prenantes ;

- au niveau de la population organisée en société notamment dans les « **bassins de vie** » pour défendre l'**harmonie** individuelle et collective (bien-être matériel et cohésion). Le renseignement est produit par l'action des Services régaliens, des officines privées et par la population.

Le renseignement, quel que soit le domaine, a donc une mission globale :

- d'anticiper et de décrypter le « chaos »,
- d'accompagner la décision stratégique,
- d'accompagner l'action opérationnelle.

B/ Depuis la fin de la guerre froide (1991), le renseignement présente un intérêt renforcé pour la Nation et la société française.

B.1 Traditionnellement le renseignement concernait la défense militaire sous tous ses aspects avec une certaine défiance de la part des dirigeants politiques.

Une guerre de l'ombre

Jusqu'à la fin de la guerre froide, en y intégrant la guerre du Golfe, la guerre considérée comme l'affrontement de puissances entre États, ne concernait que la puissance militaire. Celle-ci relevait de la politique de défense, incluant les financements, les alliances, le renseignement stratégique et opérationnel – comme défini ci-dessus –, les doctrines d'emploi des forces, les équipements, le soutien moral de la Nation, notamment par sa réserve militaire issue du service national.

Le renseignement portait alors sur ces *composantes* de la puissance militaire adverse.

Concernant le Pacte de Varsovie, les alliés et donc la France, étaient informés souvent dans le moindre détail des capacités adverses. Seuls le jour et l'heure de l'offensive étaient inconnus. Nos forces stationnées en Allemagne, se mettaient en posture d'alerte lors des grandes manœuvres du Pacte qui pouvaient rassembler plusieurs centaines de milliers d'hommes et durer plusieurs semaines.

La guerre froide était alors, essentiellement une guerre « **de l'ombre** » d'espions de part et d'autre.

Une image du renseignement ambivalente.

Si dans la culture anglo-saxonne, teintée de pragmatisme, la figure de l'espion a toujours été perçue favorablement comme un moyen efficace pour atteindre l'objectif recherché (ou *intelligence*), il n'en a pas été de même en France où les valeurs d'héroïsme et d'honneur ont longtemps primé dans notre art de la guerre. À l'efficacité du résultat, la culture française a toujours préféré la beauté du geste : le fameux panache sur le « **champ de bataille** ». La confrontation des poitrines de nos valeureux soldats du peuple en armes : c'est VALMY, et aussi Camerone et Bazeilles, ou la bataille de la Marne (septembre 1914, cf. *Mémoires* de von Kluck).

En France, le renseignement était trop associé au monde de l'ombre et du secret pour ne pas éveiller la suspicion sur ses méthodes et ses actions, aux confins parfois de la légalité. Cette image d'un monde parallèle avec ses lois propres et ses personnages douteux, à qui l'on prête coups tordus et barbouzeries comme en Afrique à une certaine époque, a longtemps dominé dans notre imaginaire collectif, parfois à raison.

Des scandales retentissants, de *l'affaire Dreyfus* au *Rainbow Warrior*, n'ont pas manqué de jalonner l'histoire du renseignement et de nourrir la méfiance à l'égard de ses activités. Dans une moindre mesure, selon le rapport de sir Butler (2004), la « politisation » de l'Intelligence britannique lors de la **guerre d'Irak** pour entraîner Tony Blair à suivre les Américains dans cette guerre, alors que la présence des armes de destruction massive (ADM) n'était pas avérée.

D'ailleurs, il m'est apparu lorsque j'étais à l'Élysée, que le Président actionnait ses propres réseaux dans lesquels il avait plus confiance, pour contrôler le bien-fondé des renseignements donnés par les Services et, plus généralement, par l'Administration.

Pour équilibrer l'opinion négative, évoquons l'opération **Farewell** et son exploitation politique par le Président Mitterrand pendant la guerre froide.

Ce fut l'une des plus grandes réussites du renseignement français, qualifiée par le président Reagan de la plus grande affaire d'espionnage du 20^e siècle, et dont certains historiens considèrent qu'elle n'est pas sans lien avec la chute de l'URSS. L'originalité réside dans l'intervention d'un ingénieur de chez Thomson installé dans l'URSS de l'époque (1981) et patriote, qui a servi bénévolement de lien entre

les Services français et le colonel du KGB qui avait décidé de trahir son pays dont la politique lui apparaissait comme inhumaine et dévastatrice. Il avait décidé de fournir la liste des espions soviétiques présents à la fois en France, aux États-Unis et en Grande Bretagne.

Bénéficiant de la primeur des informations transmises par l'agent du KGB et en les transmettant au Président Reagan en personne, le Président Mitterrand a permis de rassurer les Américains sur la confiance à accorder à la France dont le gouvernement, en 1981, comportait des ministres communistes.

Cette perception mitigée à l'égard des Services semble avoir heureusement évolué à la faveur notamment de la menace terroriste et du narcotrafic qui a remis au premier plan l'importance *stratégique* du renseignement pour l'anticipation. Les succès populaires de films ou de séries, comme le *Bureau des légendes*, qui mettent en scène des personnages liés au monde du renseignement, ont également participé à ce retour en grâce.

B.2 Après la guerre froide, le renseignement conserve sa dimension militaire. Il se « civilianise » cependant, pour faire face à la « guerre globale dans la population » et assurer la « sécurité globale ».

La mondialisation, les révolutions numérique et de la haute technologie génèrent de nouvelles menaces sur notre souveraineté : la guerre globale se mène dans la population.

La guerre comme confrontation de puissances

Commentée *post* 1991 comme faisant partie des « dividendes de la paix », « la fin de l'Histoire » ne s'apparente plus à la seule dialectique régulée du calcul dissuasif par le nucléaire stratégique entre compétiteurs comme du temps de la guerre froide. Elle a alors pu s'interpréter de manière très erronée comme la « fin de la guerre militaire », traditionnellement représentative de la « guerre » conventionnellement concrétisée par une ligne de front aéroterrestre, sans nécessité juridique d'une déclaration de guerre. Cette guerre conventionnelle militaire était la forme habituelle d'une **confrontation de puissances** entre États. C'était le « champ de bataille » sur lequel de vaillants soldats s'affrontaient, comme à Valmy. Le vainqueur était celui qui avait battu l'autre. C'est ainsi qu'il avait « gagné la guerre ».

Se rajoute à cette « fin de l’histoire et des dividendes de la paix » l’incapacité de nos dirigeants, souvent peu instruits et formés aux problématiques de défense et de sécurité, de prendre conscience que la mondialisation décrétée comme heureuse après la disparition de l’URSS était devenue franchement « déloyale » (*unfair*), et même violente, agressive, menaçante, mettant à mal notre puissance et notre souveraineté.

La mondialisation et ses nouvelles capacités de transport, les nouvelles relations diplomatiques et économiques bousculées par les révolutions numérique et de la haute technologie, ont permis de développer la nature des composantes de la puissance des États et leur puissance souveraine. Ceci a été le cas aussi, pour la France.

La guerre hybride et la crise se globalisent dans toutes les profondeurs de la puissance

Évoquer la puissance d’une Nation c’est énoncer les déterminants de cette puissance, entre autres : le poids territorial, la population et la démographie, les Institutions, la géographie et les ressources naturelles, l’économie, l’industrie, la finance, la maîtrise des nouvelles technologies (de l’information, des réseaux sociaux et de l’IA), la culture, l’éducation et la formation, la recherche et développement, la défense militaire et la sécurité globale, la diplomatie.

Ces déterminants de la puissance sont coordonnés et alignés sur le sens global donné à la vie de la Nation : souveraineté, indépendance, durabilité.

La guerre hybride a permis à l’adversaire de se renforcer, voire de se révéler en « s’attaquant » à toutes les **profondeurs de la puissance** d’un Etat souverain jusqu’ alors épargnées. Il peut s’agir de :

- **la cohésion, la démocratie et la réflexion stratégique et opérationnelle** par l’influence cognitive accomplie au travers des réseaux sociaux, de l’IA-gen manipulée et instrumentalisée par le phénomène *woke* ou autre ;
- **la stabilité de nos Institutions** et la sécurité des personnes et des biens par l’islam radical conquérant, volontairement déstabilisateur par son terrorisme associé, ainsi que par la manipulation d’une immigration non maîtrisée ;
- **la sécurité de la France et des pays européens et nos relations africaines** par la Russie et ses alliés autocrates (Azerbaïdjan), ses sociétés militaires

privées comme Wagner, par ses offensives en Ukraine et en Afrique, dont le Maghreb ;

- **la sécurité intérieure des populations** par le crime organisé et notamment le narcotrafic (sécurité physique, de la santé, voire économique, sociale et sociétale par la corruption) ;
- **notre souveraineté** par le renseignement dont satellitaire, l'espionnage et l'influence.

La compétition économique expose nos entreprises à des risques particulièrement graves de cyberattaques destinées à capturer leurs actifs, ou secrets industriels, technologiques, stratégiques ou économiques. L'espionnage industriel et économique est devenu une réalité quotidienne pour les entreprises en cours de numérisation, et les oblige à renforcer leur service sécurité, à appréhender ce risque croissant dans leur activité. S'ajoutent la corruption, la concurrence déloyale, les influences cognitives violentes sur certains chefs d'entreprise, voire des violences physiques comme des enlèvements, l'économie souterraine du crime organisé.

La « **route de la soie** » chinoise et le concept d'« **advocacy center** » américain mérite aussi une certaine attention.

Le renseignement économique « anglo-saxon » n'est pas nouveau. Le réseau d'écoutes électromagnétique « Echelon » a été créé en 1943 par les Américains, en pleine guerre mondiale. Outre la surveillance des nazis et des Soviétiques, sa production principale relevait de l'économie, notamment des marchés potentiels et des dirigeants au profit du *business* et des intérêts américains. Notons que la France n'a jamais fait partie de ce réseau dont elle a toujours été écartée.

A ces éléments s'ajoutent des décisions **politiques et géopolitiques** malheureuses dues à des *appréciations de situations* erronées pour lesquelles les menaces et dangers sont favorisées par un déni de clairvoyances et la non-intégration des aspects de défense et sécurité de nos propres intérêts dans ces politiques.

La mondialisation est devenue malheureuse par la remise en cause du droit international, la mise en place de **régimes dictatoriaux**, par des conflits interethniques et religieux d'éradication de la population adverse (pogroms, holocauste), une industrialisation et une vie sans respect de l'environnement qui ont entraîné des flux migratoires non maîtrisables, et des changements climatiques parfois dévastateurs.

Le contrôle de l'économie mondiale par la finance souvent criminelle et mafieuse n'est pas sans conséquence sur l'insécurité, le chômage, la paix sociale et sociétale. Cette puissance financière donne à ces organisations un pouvoir d'influence et de conquête des pays faillis. Elles y installent des régimes autoritaires sous influence, parfois d'inspiration religieuse, et dont l'économie repose sur les trafics. Les « narco-États » en sont l'exemple.

Phénomène nouveau, les puissances financières personnelles, comme celle d'Elon Musk, lui donne une capacité d'influence politique et géopolitique. Il a refusé de fournir à l'Ukraine du renseignement provenant des satellites dont il est propriétaire, pour éviter une « riposte nucléaire de la Russie » !

La mondialisation et sa capacité d'échanges matériels et humains favorisent la circulation des **virus** souvent inconnus. Elles génèrent des pandémies mondiales non anticipées à la fois pour les vaccins et l'organisation des soins.

L'originalité de cette nouvelle situation, en dehors de la permanence de ces menaces et dangers, réside dans la diversité des acteurs menaçants et non pas le fait d'une seule puissance (cas de la guerre froide) mais de plusieurs *puissances*, étatiques et non étatiques, maîtrisant ses composants ou déterminants.

Ces acteurs ne sont pas actuellement coordonnés, voire alliés. Ils impactent cependant toutes les *profondeurs* de notre puissance et donc de notre souveraineté, les uns devenant de fait les complices des autres, voire des alliés comme le crime organisé et l'islam conquérant terroriste visant l'instauration du califat mondial.

Notons en outre l'émergence d'une volonté de coalition de blocs, tels les États BRICS ou de l'OCS pour devenir indépendants des règles ou normes d'échange économique et d'influence notamment démocratique, du monde occidental dominé par les États-Unis.

A la guerre militaire (entre militaires) s'ajoute donc maintenant « la guerre dans la population ».

Cette population était jusqu'à présent relativement préservée », sauf dans le concept de dissuasion stratégique nucléaire, stade ultime de l'affrontement.

La guerre hybride est devenue globale, car les différents axes de pénétration des puissances peuvent être coordonnés par un seul adversaire (Russie, Islam radical, RP de Chine, BRICS, crime organisé,). Elle s'est cependant efforcée de rester sous le seuil nucléaire, notamment tactique pour le conflit armé. Cela a été le cas en Ukraine et dans le conflit israélo-iranien.

La France – contrairement à la Russie, à la RP de Chine et aux EU – a renoncé au nucléaire tactique lors de l’abandon dans les années 1990 des systèmes Pluton et Hadès. Elle se réserve le nucléaire stratégique, donc sur des cibles de population, comme dernier recours, alors que le nucléaire tactique ne concernerait que des objectifs militaires. Cependant, ce n’est pas le système d’arme qui est spécifiquement tactique ou stratégique. C’est la qualité de la *cible* qui fait la différence.

Des stratégies fondées sur les effets

Les stratégies guerrières qui n’étaient fondées auparavant que *sur les moyens* notamment économiques et militaires, se sont transformées en stratégies fondées *sur les effets* à la fois sur le cognitif et sur les moyens matériels et immatériels.

Ces stratégies permettent à la fois, ce qui est nouveau, de s’attaquer au « **cerveau** », à la pensée, à l’esprit critique de la population, des décideurs institutionnels, de la société civile, des militaires. Elles permettent aussi une appréciation plus « intelligente » des différentes *cibles* majeures, les « **points de rupture de la puissance** », et une économie de moyens matériels et immatériels défensifs et offensifs à des fins de « contre-guerre ». L’élaboration de ces stratégies fondées *sur les effets*, nécessite alors un renseignement plus global pour une compréhension opérationnelle robuste sur l’ensemble des domaines de la puissance à la fois de l’adversaire et de notre population.

Les révolutions favorisent aussi un renseignement nouveau et global

Les révolutions décrites ci-dessus modifient fondamentalement le concept de renseignement : si traditionnellement la recherche d’informations était fondée sur des hypothèses à confirmer ou infirmer, les informations sont obtenues maintenant directement et en temps réel. Cette avancée est permise grâce aux drones, aux robots, aux satellites, au *big data* et à l’IA associée, au cyber et ses réseaux sociaux. Cette nouvelle situation modifie la notion de « surprise » notamment stratégique, et modifie les rapports avec le décideur et l’attitude du décideur pris dans l’urgence souvent médiatique de prise de décision et d’action.

Traditionnellement, l’appréciation d’une situation systémique face aux menaces et dangers qu’elle encoure, est présentée par les risques dont la mesure repose sur les forces et faiblesses du système (de puissance), et détermine le contre-système à mettre en œuvre. Ce contre-système, voire contre-guerre, est « à la main » du

décideur responsable qui marque son empreinte en fonction de ses intuitions, de son génie, de son expérience, de ses valeurs qui feront de lui un « grand stratège », un chef reconnu et apprécié, ou un piètre décideur. L'intelligence du décideur, du « chef/leader » est ainsi incontournable d'autant que la décision prise engage sa responsabilité. S'il se contente d'appliquer des normes ou des modèles qui ne correspondent pas nécessairement à la situation du moment il se conduira non pas en « chef/leader », mais en « manager » qui se retranche derrière la norme ou le modèle pour protéger sa responsabilité notamment juridique, et conduira à l'échec.

La révolution numérique par sa capacité en données (*data*) a généré l'Intelligence Artificielle (IA) et l'IA générique ou IA-gen.

L'IA, en exploitant le *big data* ouvert à tous, sans distinction (effet égalisateur), permet d'acquérir de l'information et de la connaissance sur un grand nombre de sujets tels qu'ils figurent dans la *data*.

L'IA- gen toujours en s'appuyant sur le *big data* permet d'apprécier des situations problématiques en proposant dans une approche historique associée à une probabilité, des situations nouvelles susceptibles de résoudre la problématique de la situation initiale, non sans risques.

Si ces IA sont considérées comme des substituts à la réflexion stratégique ou opérationnelle traditionnelle, elles permettront, elles aussi, au « manager » de se déresponsabiliser.

Le « chef /leader » devra considérer ces IA comme des aides à la réflexion et à la décision d'autant qu'il sera conscient des phénomènes sécuritaires qui leur sont liés :

- pour l'IA, la *data* peut-être polluée, manipulée ou inventée (fabriquée), telles les *fake news*, voire les *no news*, ou mêlée à des infos « subversives » ou d'influence par rapport à nos valeurs, notre éthique, nos méthodes de raisonnement, notre pensée ou notre esprit critique ;
- l'IA-gen a la capacité d'aborder des problèmes jamais vus : ce sont des « réflexions théoriques », en plus des exemples concrets « historiques », qui peuvent influencer sur la recherche de solution. Ces réflexions théoriques peuvent être menées avec des critères d'appréciation qui sont aléatoires ou étrangers à ceux du « chef/leader » comme ceux de l'oligarchie, de la dictature, de la corruption ou ceux de l'idéologie woke, et créer des biais négatifs.

C/ « Gagner la contre-guerre globale dans les profondeurs avant la guerre » : Vers un nouveau renseignement hybride coordonné entre l'Etat, la société civile, la population et les alliances externes.

Pour préserver notre souveraineté dans tous les domaines de notre puissance, la contre-guerre doit donc être globale, et concerner tous les domaines de la puissance moderne. Elle sera à la fois défensive par l'anticipation et la prévention, et offensive par la connaissance des profondeurs de puissance adverses et par les actions qui pourraient y être menées.

Ainsi, les actions défensives et offensives peuvent être militaires, policières, juridiques, législatives, diplomatiques, économiques, cognitives, sanitaires, sur l'énergie, l'agroalimentaire, la recherche et développement, la formation et l'éducation, etc.

Compte tenu de la nature des menaces, de leur dimension internationale notamment par le nombre de pays concernés, ces actions pourront être menées dans le cadre d'alliances comme l'OTAN ou l'UE, celle-ci à ce stade, étant plus à considérer comme une alliance que comme un « Etat souverain ». Les « accords d'échange » seront aussi bilatéraux dans la mesure où les États ont des intérêts communs à défendre, entre autres la perte de leur indépendance et celle de leur identité, la lutte contre l'Islam radical conquérant et le terrorisme associé et le crime organisé.

Vers un nouveau renseignement hybride, global et opérationnel.

La guerre et la sécurité devenues hybrides et globales, défensives et offensives, nécessitent un renseignement hybride, global, défensif et offensif.

La globalisation et la guerre d'affrontement des puissances nécessitent pour l'Etat d'actualiser la définition des intérêts fondamentaux de la nation (IFN), une coordination opérationnelle du renseignement élargie et une coordination opérationnelle de la guerre et de la sécurité globale avec la participation de la population.

L'ordonnance n° 596147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense relevait essentiellement de la guerre menée par les armées et de leurs soutiens comme l'économie de guerre et leurs approvisionnements stratégiques, leurs équipements et la BITD, le concept d'« armée-nation ».

La guerre globale « dans les profondeurs de la puissance » et sa contre-guerre, montrent la nécessité de compléter le concept de défense et celui de la sécurité globale. C'est la combinaison duale des deux et leur coordination qui assureront notre souveraineté, même placée dans son environnement européen et international.

La notion d'Organisme d'Intérêt vital OIV avec leurs PIV qui concernait essentiellement les organismes qui participent de près ou de loin à notre défense militaire, doit être élargie à l'ensemble du spectre de la puissance devenue globale :

- ainsi l'économie, dans sa dimension nationale et internationale sera privilégiée en assurant la protection de ses actifs les plus sensibles. Elle permettra à l'Intelligence économique d'être plus efficace ;
- l'influence cognitive, nouvelle menace avérée, sera aussi l'objet d'une attention particulière pour maîtriser notre **cohésion nationale, celle des systèmes de puissance et des bassins de vie** dans le cadre de nos alliances et unions ;
- le territoire ou bassin de vie devient un relais de l'Etat incontournable dans ses prérogatives régaliennes

Il s'agit donc de disposer d'une « **résilience hybride et globale** » qui sera à la fois **défensive et offensive** :

▪ **Au niveau stratégique de l'ETAT :**

Auprès du Président de la République chef des « guerres et des contre guerres et de la gestion des crises globales » disposant de l'Etat de droit, des capacités d'action régaliennes dont les forces armées, la police, la justice, la diplomatie. Il dispose aussi des Services de renseignement régaliens coordonnés en communauté du renseignement pour anticiper les guerres et crises, planifier les mesures de prévention pour gagner la contre-guerre avant la guerre, et gérer les crises avant les crises, assurer la veille dans les territoires, conduire les contre-guerres et gérer les sorties de crises.

Ce dispositif est coordonné avec le niveau **opérationnel de la puissance globale dans la population**, matériel, immatériel et de la cohésion.

Le « **centre de la nouvelle résilience** » tête de chaîne de la résilience globale nationale, pourrait être un SGDSN pour la guerre et la contre guerre globales

coordonné avec le Conseil Économique Social et Environnemental restructuré et plus opérationnel plus tourné vers la sécurité globale et la gestion de crise.

▪ **Au niveau opérationnel de la POPULATION, dans les territoires :**

Dans les « **systèmes de puissance** » et dans les « **bassins de vie** » urbains et des territoires, par des « **centres de nouvelle résilience** » dédiés, pour participer :

- à l'anticipation des guerres et des crises ;
- à la contre-guerre et les sorties de crise.

Dans les systèmes de puissance

Le système de puissance regroupe l'ensemble des acteurs de la réflexion stratégique dont la sécurité, du financement, de la production et de la distribution, de la recherche et développement, du droit dont l'action coordonnée favorise le fonctionnement en sécurité et la performance du domaine de puissance concerné. Pour une meilleure cohérence et efficacité, ces systèmes doivent éviter le silotage et être coordonnés entre eux dans un même domaine (économie, industrie...) et entre les domaines de puissance.

Pour la défense et la sécurité du système, un centre de la nouvelle résilience assurera les fonctions sécuritaires globales. Il sera en charge des OIV et des points de rupture du système (PIV) qui méritent une attention particulière.

Dans les bassins de vie, assurer une autonomie de survie

Les bassins de vie peuvent correspondre au minimum à la population regroupée dans la commune. Ils peuvent regrouper les populations de plusieurs communes ou bassins de vie pour défendre des intérêts communs, et anticiper des crises communes.

Les centres de la nouvelle résilience, placés au niveau préférentiel de la commune avec la participation de la population de la commune, sont eux aussi, des espaces dédiés de renseignement, d'anticipation, de réflexion, de planification et de suivi.

Plus particulièrement ils seront en charge des OIV du bassin et des points de rupture du système, qui méritent une attention particulière.

Ils participent à la réserve nationale : selon le besoin ces centres peuvent bénéficier de l'appui d'une « réserve citoyenne locale » à la fois pour la réflexion, l'organisation et l'action.

Au niveau des bassins de vie, ils seront coordonnés entre eux, capables d'assurer leur autonomie vitale.

Ils sont coordonnés avec le niveau stratégique de l'Etat, les tâches ou missions de chacun clairement définies.

Vers plus d'offensif

Si la résilience globale **défensive** paraît prioritaire, la résilience offensive doit être développée : la contre-guerre et la contre-crise sont indispensables sous peine de « défaite », voire de soumission ou disparition aux niveaux de la Nation et de la population, dans les systèmes de puissance et dans les bassins de vie.

Cette résilience offensive, par effet miroir, portera aussi sur les profondeurs de l'« adversaire », et particulièrement sur l'identification de « ses points de rupture de sa puissance ». Ce sont ces éléments de contre-puissance qui permettront de « **gagner la guerre dans les profondeurs avant la guerre, et de gérer la crise avant la crise** ».
